COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 22 février 2008
(convocation du 11 février 2008)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Deux Février Deux Mil Huit à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPÉ Alain, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MARTIN Hugues, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRACQ Mireille, Mme BURGUIERE Karine, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. DELAUX Stéphan, Mme DENON-BIROT Marie-Nelly, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NABET Brigitte, M. NEUVILLE Michel, Mme NOËL Marie-Claude, M. PARACHOU Serge, Mme PARCELIER Muriel, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. MARTIN Hugues (à cpter de 11 h 10)
M. FLORIAN Nicolas à M. DUPRAT Christophe
M. PUJOL Patrick à M. FAYET Guy
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle (jusqu'à 9 h 50)
M. BELIN Bernard à M. ANZIANI Alain (jusqu'à 9 h 50)
M. BANNEL Jean-Didier à M. CASTEX Régis
M. BELLOC Alain à M. CASTEL Lucien
M. BENOIT J. Jacques à M MOULINIER Maxime (jusqu'à 10 h 00)
Mme. BRUNET Françoise à M. BANAYAN Alexis
M. CARTI Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. CAZALET Anne-Marie à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia

M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MANSENCAL Alain à M. JUNCA Bernard
M. MILLET Thierry à M. NEUVILLE Michel
M. PETIT Alain à Mme. DARCHE Michelle
M. POIGNONEC Michel à M. SOUBIRAN Claude
M. PONS Henri à M. SIMON Patrick
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine
M. TAVART Jean-Michel à M. BAUDRY Claude
Mme. VIGNE Elisabeth à M. MERCHERZ Jean

EXCUSE :

M. CANIVENC

LA SÉANCE EST OUVERTE

Complément au plan d'adaptation des effectifs 2008 - DOVCP - Décision

Monsieur SEUROT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Dans la délibération 2007/0938 du 21 décembre 2007 concernant le Plan d'adaptation des effectifs 2008, il avait été précisé que ce dossier, en cours de finalisation, ferait l'objet d'une présentation ultérieure. Il vous est donc proposé pour la direction Opérationnelle Voirie Circulation Proximité les créations, transformations, transferts et régularisations de postes suivants :

I – Circonscriptions de voirie

Les modifications demandées s'inscrivent selon 3 axes :

1) L'expérimentation d'une évolution des missions

Lors du Conseil de Communauté du 30 mars 2007 (délibération 2007/0190), il vous avait été proposé un projet d'expérimentation d'une évolution du rôle des circonscriptions vers des centres de proximité dans le cadre de trois circonscriptions pilotes (2^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème}), avec des missions renforcées dans le domaine du développement économique, des déplacements, de l'aménagement et de l'urbanisme.

A l'issue des différentes réunions de l'équipe de projet, une liste des missions prioritaires à expérimenter dès 2008 a été établie. Ce document, dans le cadre duquel les créations et transformations de postes suivantes vous sont proposées, a été présenté au Comité de Pilotage du 25 octobre 2007. Une première étape vous est proposée, avec les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre.

- **Nouvelles missions liées aux domaines « Aménagement/Urbanisme » et « Voirie/Déplacements »**

Elles s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la proximité vis-à-vis des usagers et des communes et concerneront :

- la conduite d'opération Voies de desserte et fonds conjoncturels solidarité/sécurité

- la conduite d'opération des aménagements VRD/espaces publics dans les ZAC (Zone d'Aménagement Concerté), PAE (Plan d'Aménagement d'Ensemble), PVR (Participation Voirie Réseaux) et projets politique de la ville hors GPV (Grand Projet de Ville) (sur la base de 4 à 5 opérations par circonscription)
- les avis communautaires sur les Autorisations d'Occupation des Sols jusqu'à des seuils plus importants qu'aujourd'hui (5 logements), avec enrichissement du contenu de l'avis

Afin de permettre aux 2^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} circonscriptions d'assurer ces missions supplémentaires, il vous est proposé de créer ou transformer les postes suivants au sein de chaque circonscription test :

- **transformation de l'un des 2 postes d'adjoint administratif en poste de rédacteur**
 - **création d'un poste de projeteur** (cadre d'emplois des agents de maîtrise – filière projeteur)
 - **création d'un poste d'instructeur** (cadre d'emplois des agents de maîtrise – filière projeteur)
- **Réfection de fouilles sur le domaine public routier :**

Au cours des dernières années le réseau routier communautaire a été très fortement sollicité avec une évolution sensible du nombre global des interventions des gestionnaires qui est passé de 12 342 en 2006 à 14 575 en 2007 soit plus 18%. En toute logique, dans les toutes prochaines années cette situation doit réglementairement se poursuivre avec le renouvellement des branchements d'eau potable en plomb et le remplacement des canalisations de gaz en fonte, notamment. Or, à l'heure actuelle un constat général est fait, tant par les Elus que les services communautaires, sur l'insuffisance ou la mauvaise qualité et les délais importants des réfections des tranchées effectuées qui ne sont pas acceptables.

Une intensification de la surveillance du domaine public s'avère donc nécessaire et l'état actuel nécessite que les travaux de remise en état définitif des revêtements et couches structurelles soient réalisés pour le compte des permissionnaires par la Communauté Urbaine de Bordeaux.

A cette fin, il vous est proposé d'engager une expérimentation sur les territoires de la 2^{ème} circonscription et des 8^{ème} et 9^{ème} circonscriptions situées sur la Ville de Bordeaux, très concernées, en renforçant la section maintenance par un contrôleur. Cet agent sera chargé du contrôle et du suivi des travaux d'envergure exécutés par les réseaux sur le domaine public routier communautaire.

La rémunération annuelle des trois contrôleurs (soit un montant traitements et charges compris de 125 644.80€) sera compensée par la majoration pour frais généraux et frais de contrôle (conformément à l'article R.141 – 21 du code de la voirie routière) au taux maximum autorisé par tranche de travaux.

2) Les surcharges pérennes de travail des sections « urbanisme » et « études et réalisations »

L'état des lieux des circonscriptions de voirie réalisé dans le cadre de l'expérimentation de l'évolution de leurs missions a mis en évidence pour certaines circonscriptions des surcharges définitives de travail liées à:

Pour les Sections « Urbanisme » :

- la réforme de l'instruction des AOS, accompagnée d'une augmentation constante du nombre de dossiers à traiter et d'une complexification de leur instruction
- la lourdeur accrue des tâches administratives

Pour les Sections « Etudes et Réalisations »

L'augmentation de la masse des travaux réalisés dans certaines circonscriptions pour le compte d'autres directions (direction des Grands Travaux, direction Accueil des Entreprises, Direction du Développement Opérationnel et de l'Aménagement, direction opérationnelle de l'Eau et de l'Assainissement,...)

Ces circonscriptions ont donc renforcé les effectifs de leurs sections « urbanisme » et « études et réalisations » en transférant du personnel de la régie au détriment de cette dernière.

Il est proposé de régulariser les postes affectés au sein de ces sections :

- 3^{ème} circonscription : 1 instructeur
- 4^{ème} circonscription : 1 instructeur et 1 dessinateur
- 5^{ème} circonscription : 1 instructeur et 1 dessinateur
- 6^{ème} circonscription : 1 instructeur
- 7^{ème} circonscription : 1 instructeur
- 9^{ème} circonscription : 1 instructeur

Il est précisé que les postes d'instructeur relèvent du cadre d'emplois des agents de maîtrise – filière projeteur, et ceux de dessinateur du cadre d'emplois des adjoints techniques.

3) L'entretien des routes départementales transférées

Par délibération n°2006/0708 du 22 décembre 2006 le Conseil de la Communauté Urbaine de Bordeaux a accepté le transfert de 103 km de routes départementales au 1^{er} janvier 2007. Le réseau routier communautaire a été ainsi porté de 2 470 kilomètres à 2 573 kilomètres, soit une augmentation de 4,2%.

L'application de ce ratio aux effectifs globaux des régies représente une équivalence de 8 adjoints techniques.

Ce transfert est intervenu notamment aux conditions de l'octroi d'une indemnité compensatrice correspondant aux frais d'entretien, versée pour une durée de 10 ans par le Conseil Général évaluée sur la base de 9 000 € du kilomètre par an, soit 8 473 500 € intégrant la part de la charge salariale des agents d'entretien affectés. Le financement de la rémunération des agents (soit un montant traitements et charges compris de 258 108.88 €) sera ainsi assuré par une partie de cette indemnité.

Par ailleurs, au regard des difficultés qui sont parfois rencontrées par certaines régies et l'unité Parc Matériel voirie, il vous est proposé de créer 3 postes supplémentaires d'adjoint technique.

Cependant, comme le préconise l'Audit sur le fonctionnement de la régie, la mise en œuvre d'une démarche de recensement et de définition des besoins relatifs au maintien de l'état de la voirie communautaire, sous la forme de la fixation d'une politique publique de la maintenance du patrimoine, reste à engager.

Synthèse des évolutions souhaitées :

- **3 transformations de poste d'adjoint administratif en poste de rédacteur**
- **3 créations de poste de contrôleur**
- **17 créations de poste de catégorie C**
 - **3 postes de projeteur** (cadre d'emplois des agents de maîtrise – filière projeteur)
 - **3 postes d'instructeur** (cadre d'emplois des agents de maîtrise – filière projeteur)
 - **11 postes d'adjoint technique** qui seront répartis en fonction des besoins
- **8 régularisations de poste**
 - **6 postes d'instructeur**
 - **2 postes de dessinateur**

Une étude est également en cours sur l'organisation des sections avec un éventuel fonctionnement en pool, d'une part des dessinateurs/projeteurs et d'autre part, des surveillant de travaux. Ce nouveau mode d'organisation pourrait être mis en place très prochainement pour faciliter l'expérimentation de l'évolution des missions des circonscriptions.

Par ailleurs les organigrammes issus de la réorganisation des circonscriptions seront présentés au terme de l'étude en cours.

II - Département Signalisation

Etat des lieux :

La régie du département Signalisation comporte 8 équipes de peintres, dont les missions relèvent du cadre d'emplois des adjoints techniques. Elles sont réparties de la manière suivante :

- 3 équipes de 2 agents et 1 équipe de 3 agents (machine autoportée) en horaires de jour,
- 4 équipes de 2 agents en horaires de nuit, dont 2 agents de maîtrise et 6 agents relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Les équipes de nuit sont placées sous la responsabilité d'un agent de maîtrise principal, responsable de la régie de nuit.

Propositions d'évolution:

- **Transformation d'un poste d'agent de maîtrise de nuit en poste d'adjoint technique de nuit**

Objectif : la modification vise à rétablir une plus grande cohérence entre la fonction et le grade, l'emploi de peintre en signalisation routière correspondant au cadre d'emplois des adjoints techniques.

Proposition de modification : dans le cadre du prochain départ de l'agent occupant le poste de responsable de la régie de nuit, il vous est proposé de procéder à son remplacement par l'un des agents de maîtrise des équipes de nuit et de transformer le poste ainsi libéré en poste d'adjoint technique de nuit.

- **Transfert de 2 postes d'adjoint technique de la régie de nuit à la régie de jour**

Objectif : les besoins de la CUB en matière de travaux de marquages routiers sont plus importants de jour que de nuit, pour deux raisons principales :

- 1 / les travaux ne doivent être effectués de nuit que lorsque les contraintes d'exploitation du chantier ne permettent pas, ou rendent difficiles, leur réalisation de jour,
- 2 / les conditions météorologiques de jour (température, pourcentage d'humidité) sont nettement plus propices à la réalisation de marquages routiers que de nuit.

Partant de l'état des lieux explicité ci-dessus, la modification vise à optimiser la répartition des équipes en fonction des besoins effectifs rencontrés par le département Signalisation.

Proposition de modifications : il vous est proposé de transférer 2 postes du cadre d'emplois des adjoints techniques de la régie de nuit à la régie de jour, pour aboutir à la répartition suivante :

- 4 équipes de 2 agents et 1 équipe de 3 agents en horaires de jour, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques,
- 3 équipes de 2 agents en horaires de nuit, dont 1 agent de maîtrise et 5 agents relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Il est précisé que 2 adjoints techniques de nuit ont, d'ores et déjà, manifesté le souhait de passer en équipe de jour.

Dans ces conditions, Mesdames, Messieurs, il vous est demandé, si tel est votre avis de bien vouloir décider de l'organisation ainsi que des créations et transformations ci-dessus définies, soumises à l'avis du comité technique paritaire du 31 janvier 2008.

Les dépenses correspondantes sont inscrites au chapitre 012, traitements et charges compris, soit un montant de 726 227 € en année pleine sachant que sur ce montant 383 754 € seront financés par des recettes spécifiques telles qu'énoncées ci-dessus.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 février 2008,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
7 MARS 2008**

PUBLIÉ LE : 7 MARS 2008

M. BERNARD SEUROT